

SUPREME COURT OF CANADA -- JUDGMENTS IN APPEALS AND LEAVE APPLICATIONS

OTTAWA, 2005-06-16-09:45 EDT. THE SUPREME COURT OF CANADA HAS TODAY DEPOSITED WITH THE REGISTRAR JUDGMENTS IN THE FOLLOWING APPEALS AND APPLICATIONS FOR LEAVE TO APPEAL.

FROM: SUPREME COURT OF CANADA (613) 995-4330

COUR SUPRÈME DU CANADA -- JUGEMENTS SUR APPELS ET DEMANDES D'AUTORISATION

OTTAWA, 2005-06-16-09:45 HAE. LA COUR SUPRÈME DU CANADA A DÉPOSÉ AUJOURD'HUI AUPRÈS DE LA REGISTRAIRE LES JUGEMENTS DANS LES APPELS ET LES DEMANDES D'AUTORISATION D'APPEL SUIVANTS.

SOURCE: COUR SUPRÈME DU CANADA (613) 995-4330

COMMENTS/COMMENTAIRES: comments@scc-csc.gc.ca

APPEALS / APPELS:

(Reasons for judgment will be available shortly at: / Motifs de jugement disponibles sous peu à:
<http://www.scc-csc.gc.ca>)

**29793 Christopher Orbanski v. Her Majesty the Queen -and- Attorney General of Canada, Attorney General of Ontario, Attorney General of British Columbia, Attorney General for Saskatchewan, Attorney General of Alberta and Criminal Lawyers' Association (Ontario) (Crim.) (Man.)
2005 SCC 37 / 2005 CSC 37**

Coram: McLachlin C.J. and Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Manitoba, Number AR 02-30-05168, dated March 31, 2003, heard on October 12, 2004, is dismissed and the order for a new trial is confirmed. The constitutional questions are answered as follows:

1. Do ss. 76.1(1), 263.1 and 265 of *The Highway Traffic Act*, S.M. 1985-86, c. 3 (H60), as amended, to the extent that they authorize a peace officer to administer physical sobriety tests to the driver of a motor vehicle, infringe s. 10(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Yes.

2. If the answer to question 1 is in the affirmative, is the infringement a reasonable limit prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Yes. LeBel and Fish JJ. would answer no.

3. Do the common law powers of a police officer, to the extent that those powers authorize the police officer to administer physical sobriety tests to the driver of a motor vehicle, infringe s. 10(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

It is not necessary to answer this question.

4. If the answer to question 3 is in the affirmative, is the infringement a reasonable limit prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

It is not necessary to answer this question.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba, numéro AR 02-30-05168, en date du 31 mars 2003, entendu le 12 octobre 2004, est rejeté et l'ordonnance d'un nouveau procès est confirmée. Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

1. Dans la mesure où ils autorisent un agent de la paix à faire subir des tests de sobriété au conducteur d'un véhicule automobile, le par. 76.1(1) et les art. 263.1 et 265 du *Code de la route*, L.M. 1985-86, c. 3 (H60), modifié, portent-ils atteinte à l'al. 10b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Oui.

2. Dans l'affirmative, l'atteinte est-elle une limite raisonnable prescrite par une règle de droit, dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique conformément à l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Oui. Les juges LeBel et Fish répondraient non.

3. Dans la mesure où les pouvoirs que la common law confère à l'agent de police autorisent ce dernier à faire subir des tests de sobriété au conducteur d'un véhicule automobile, ces pouvoirs portent-ils atteinte à l'al. 10b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

4. En cas de réponse affirmative à la troisième question, l'atteinte est-elle une limite raisonnable prescrite par une règle de droit, dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique conformément à l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

29920 Her Majesty the Queen v. David Jeff Elias - and - Attorney General of Canada, Attorney General of Ontario, Attorney General of Quebec, Attorney General of British Columbia, Attorney General for Saskatchewan, Attorney General of Alberta and Criminal Lawyers' Association (Ontario)
(Crim.) (Man.)
2005 SCC 37 / 2005 CSC 37

Coram: McLachlin C.J. and Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Manitoba, Number AR 02-30-05277, dated May 30, 2003, heard on October 12, 2004, is allowed and the order for a new trial is confirmed, with costs of the appeal to the respondent on a solicitor-client basis, LeBel and Fish JJ. dissenting. The respondent's request for leave to cross-appeal is denied. The constitutional questions are answered as follows:

1. Does s. 76.1(1) of *The Highway Traffic Act*, S.M. 1985-86, c. 3 (H60), as amended, to the extent that it authorizes a peace officer to question the driver of a motor vehicle about his or her prior alcohol consumption, infringe s. 10(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Yes.

2. If the answer to question 1 is in the affirmative, is the infringement a reasonable limit prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Yes. LeBel and Fish JJ. would answer no.

3. Do the common law powers of a police officer, to the extent that those powers authorize the police officer to question the driver of a motor vehicle about his or her prior alcohol consumption, infringe s. 10(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

It is not necessary to answer this question.

4. If the answer to question 3 is in the affirmative, is the infringement a reasonable limit prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

It is not necessary to answer this question.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba, numéro AR 02-30-05277, en date du 30 mai 2003, entendu le 12 octobre 2004, est accueilli et l'ordonnance d'un nouveau procès est confirmée, avec dépens de l'appel en faveur de l'intimé sur une base avocat-client. Les juges LeBel et Fish sont dissidents. La demande de l'intimé d'interjeter un pourvoi incident est rejetée. Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

1. Dans la mesure où il autorise un agent de la paix à interroger le conducteur d'un véhicule automobile relativement à sa consommation préalable d'alcool, le par. 76.1(1) du *Code de la route*, L.M. 1985-86, c. 3 (H60), modifié, porte-t-il atteinte à l'al. 10b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Oui.

2. Dans l'affirmative, l'atteinte est-elle une limite raisonnable prescrite par une règle de droit, dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique conformément à l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Oui. Les juges LeBel et Fish répondraient non.

3. Dans la mesure où les pouvoirs que la common law confère à l'agent de police l'autorisent à interroger le conducteur d'un véhicule automobile relativement à sa consommation préalable d'alcool, ces pouvoirs portent-ils atteinte à l'al. 10b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

4. En cas de réponse affirmative à la troisième question, l'atteinte est-elle une limite raisonnable prescrite par une règle de droit, dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique conformément à l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

**29849 Cabot Insurance Company Limited and Rex Gilbert Moore, deceased, by his administratrix,
Muriel Smith v. Peter Ryan (N.L.)
2005 SCC 38 / 2005 CSC 38**

Coram: McLachlin C.J. and Major, Bastarache, LeBel, Deschamps, Abella and Charron JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Newfoundland and Labrador, Number 01/118, dated April 30, 2003, heard on December 7, 2004, is allowed on the issue of estoppel, the decision of the Court of Appeal is otherwise affirmed, and the statement of claim is struck out, with costs to the appellants throughout.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de Terre-Neuve et Labrador, numéro 01/118, en date du 30 avril 2003, entendu le 7 décembre 2004, est accueilli en ce qui concerne la question de la préclusion, la décision de la Cour d'appel relativement aux autres questions est confirmée et la déclaration est radiée, avec dépens en faveur des appellants dans toutes les cours.

APPLICATIONS FOR LEAVE / LES DEMANDES D'AUTORISATION:

Note for subscribers:

For those subscribers requiring more information, the judgments on leaves will be available within 24 hours at <http://www.scc-csc.gc.ca>. Click on Cases, then click on SCC Case Information.

Remarque à l'intention des abonnés :

Pour de plus amples informations, les jugements dans les demandes d'autorisation seront affichés dans un délai de 24 heures à l'adresse suivante : <http://www.scc-csc.gc.ca>. Vous pourrez les consulter en cliquant sur « Dossiers », puis sur « Renseignements sur les dossiers ».

GRANTED WITH COSTS / ACCORDÉE AVEC DÉPENS

Canadian Western Bank, et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Alberta (Alta.) (30823)

(The motion to expedite the appeal is dismissed. The application for leave to appeal is granted with costs to the applicants in any event of the cause. / La requête visant à accélérer la procédure de l'appel est rejetée. La demande d'autorisation d'appel est accordée avec dépens en faveur des demanderesses qu'elle que soit l'issue de l'appel.)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron

DISMISSED / REJETÉES

Sudesh Mishra v. Her Majesty the Queen (B.C.) (Crim.) (30741)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron

Colin Hugh Martin v. Her Majesty the Queen (B.C.) (Crim.) (30855)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron

DISMISSED WITH COSTS / REJETÉES AVEC DÉPENS

Adela Turczinski, in her personal capacity and as executor for the estate of Maria Domicela Turczinski v. Dupont Heating & Air Conditioning Limited (Ont.) (30701)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron

Terrace Bottle Depot, et al. v. Encorp Pacific (Canada) (B.C.) (30726)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron

Steven J. Fletcher v. Automobile Injury Compensation Appeal Commission (Man.) (30788)

Coram: McLachlin / Binnie / Charron
